

Sélection à l'Université, Macron fait barrage à la jeunesse

Malgré les dénégations du gouvernement, la réforme de l'accès aux études supérieures instaure bien une sélection, un barrage à l'entrée à l'université, dès cette année 2018. Les jeunes des quartiers populaires en seront les premières victimes.

Le budget de l'enseignement supérieur stagne depuis 10 ans, le nombre de bacheliers augmente : hausse des naissances depuis l'année 2000, et du nombre de jeunes accédant au baccalauréat. Entre 2015 et 2017, il y a eu en France 23.000 bacheliers supplémentaires, et cette année, en juin 2018, il en est prévu 40.000 en plus ! Rien n'est prévu pour les accueillir. Alors on préfère l'instauration d'une sélection, plutôt que d'investir dans l'avenir pour la jeunesse, continuer à hausser les qualifications nécessaires, et répondre à la profonde aspiration sociale à une formation citoyenne et culturelle.

Cette réforme est révélatrice de l'idéologie qui sous-tend la politique de Macron, loin d'une prétendue « modernité » et d'une « pensée novatrice » : c'est un retour aux vieux rêves réactionnaires de tous ceux qui n'ont jamais admis la démocratisation de l'enseignement et l'élévation de la formation pour toutes et tous. Ils préfèrent la réussite des « premiers de cordée », des « méritants », d'une élite servie par un enseignement élitiste et concurrentiel, avec une formation au rabais pour d'autres.

Jusqu'à présent, le bac était le premier grade universitaire, un diplôme identique sur tout le territoire national. Les bacheliers étaient libres de leurs

choix d'études supérieures, quitte à essayer diverses voies, à se réorienter en cours d'étude.

Avec la réforme, chaque université, en toute autonomie, détermine seule ses capacités d'accueil, établit ses propres critères de sélection, choisit ses étudiants et en refuse d'autres. Il n'y aura plus d'accès automatique pour ceux qui ont décroché leur bac. Ce sera la porte ouverte à la concurrence entre universités, certaines plus sélectives que d'autres, et l'assignation à résidence dans les départements socialement défavorisés. Beaucoup resteront sur le carreau malgré leur bac en poche.

**IL EST
ENCORE
TEMPS
DE SE
MOBILISER !**

A ceux qui n'auront aucune place après leur bac, le Recteur de l'académie proposera des « formations », pas forcément dans leurs choix, et pourra diriger une partie des jeunes vers des formations courtes non universitaires ou en apprentissage.

C'est ainsi toute l'architecture du système éducatif en France qui est remise en cause, suivie, l'an prochain d'une réforme du bac lui-même : moins d'épreuves nationales, plus de contrôle continu assurés en cours d'année, donc plus d'arbitraire et d'inégalités d'un lycée à l'autre, effaçant le caractère anonyme et national du bac ; et des jeunes pré-orientés dès le début du lycée vers des filières donnant droit à plus ou moins d'accès à l'enseignement supérieur.

Il est encore temps de se mobiliser, lycéens, étudiants, parents et enseignants, pour que cette réforme soit suspendue, pour la création massive de places, l'ouverture de nouvelles universités.



**Tout.e.s mobilisé.e.s les 1er et 6 février
pour le droit aux études pour tous !**

NOUS CONTACTER :